

N° 5235<sup>1</sup>

## CHAMBRE DES DEPUTES

Session ordinaire 2003-2004

---

**PROJET DE LOI**

**portant approbation de l'Accord sur le commerce, le développement et la coopération entre la Communauté européenne et ses Etats membres, d'une part, et la République d'Afrique du Sud, d'autre part, et de l'Acte final, signés à Pretoria, le 11 octobre 1999**

\* \* \*

**AVIS DU CONSEIL D'ETAT**

(27.1.2004)

Par dépêche en date du 6 novembre 2003, le Premier Ministre, Ministre d'Etat, a soumis à l'avis du Conseil d'Etat le projet de loi sous rubrique.

Au texte du projet de loi, élaboré par le ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur, étaient joints un exposé des motifs ainsi que le texte des Actes à approuver. Suite à la saisine du Conseil d'Etat, le ministre aux Relations avec le Parlement est intervenu à deux reprises auprès du Conseil d'Etat pour insister sur l'urgence que revêt apparemment le vote du projet sous avis.

L'Accord conclu constitue un accord mixte pour lequel la compétence est partagée entre la Communauté européenne et ses Etats membres. Aussi ne peut-il entrer en vigueur qu'après avoir été soumis à l'approbation du législateur national, conformément aux dispositions de l'article 37 de la Constitution. Il est à signaler que suivant accord sous forme d'échange de lettres, approuvé au nom de la Communauté par décision du Conseil du 29 juillet 1999 (*Journal Officiel L 311 du 4 décembre 1999*), l'Accord est appliqué à titre provisoire pour les dispositions relevant de la compétence communautaire exclusive à partir du 1er janvier 2000.

\*

L'exposé des motifs fournit un aperçu du contexte historique et de la genèse de l'accord à approuver. Le Conseil d'Etat peut se limiter à y renvoyer. L'accord à approuver rappelle, dans son préambule, le pas historique franchi par le peuple d'Afrique du Sud avec l'abolition de l'apartheid et l'instauration d'un nouvel ordre politique fondé sur l'Etat de droit, le respect des droits de l'homme et la démocratie. Il s'agit de soutenir les efforts menés par l'Afrique du Sud en vue de consolider les bases économiques et sociales de son processus de transition (article 1er, lettre b).

La conclusion de l'Accord sur le commerce, le développement et la coopération prend en considération que l'Afrique du Sud, de par certains aspects de son économie, ressemble plutôt à une économie développée. Elle est de ce fait exclue du régime général d'échanges et des protocoles commerciaux de la Convention de Lomé (actuellement Accord de Cotonou) à laquelle elle a adhéré en juin 1998, et ne peut pas bénéficier de l'aide financière aux pays ACP provenant des Fonds européens de développement (FED).

Dans le cadre des relations commerciales entre l'Union européenne et l'Afrique du Sud, l'apport majeur de l'Accord à approuver consiste dans la création d'une zone de libre échange, selon un calendrier asymétrique (10 ans pour l'UE, 12 ans pour l'Afrique du Sud), et compte tenu de la protection nécessaire de secteurs sensibles.

Au-delà des échanges commerciaux, les Parties conviennent (article 50 de l'Accord) de développer et de promouvoir la coopération dans les domaines économiques et industriels sur la base d'avantages mutuels et dans l'intérêt de l'Afrique australe dans son ensemble (le Botswana, la Namibie, le Lesotho et le Swaziland sont membres, avec l'Afrique du Sud, de l'Union douanière de l'Afrique australe,

SACU). Le Protocole No 1 à l'Accord, relatif à la définition de la notion de „produits originaires“ et aux méthodes de coopération administrative, permet par exemple de considérer des ouvraisons ou transformations effectuées dans la SACU comme effectuées en Afrique du Sud lorsque les produits obtenus y font ultérieurement l'objet d'ouvraisons ou de transformations, à condition que la valeur ajoutée dépasse la valeur des matières mises en œuvre originaires. L'accord à approuver peut donc avoir des répercussions pour les économies de l'ensemble de la SACU.

Au titre de la coopération au développement, un programme bilatéral est mis en œuvre: il s'agit du Programme européen pour la reconstruction et le développement (PERD). Au titre des priorités identifiées par les Parties à l'Accord, on peut citer:

- l'intégration progressive de l'Afrique du Sud dans l'économie mondiale et l'environnement commercial;
- la création d'emplois et le développement du secteur privé;
- la coopération et l'intégration régionale;
- la coopération entre les entreprises de l'UE et de l'Afrique du Sud;
- l'amélioration des conditions de vie et le développement des services sociaux élémentaires;
- le soutien à la démocratisation, à la protection des droits de l'homme et à la gestion publique saine;
- la lutte contre la pauvreté prêtant attention à la question de l'égalité des sexes et à la protection de l'environnement;
- le renforcement des gouvernements locaux et l'implication de la société civile (ONGs, etc.) dans le processus de développement.

S'agissant du processus de développement, le Conseil d'Etat entend relever que ce processus risque d'être sérieusement mis en cause par la maladie du SIDA qui fait des ravages en Afrique du Sud, sans parler des tragédies humaines que cette maladie engendre. L'article 92 de l'accord à approuver prévoit certes que „dans le domaine de la santé publique, les parties coopèrent ... à la prévention et au contrôle du HIV/sida ...“. Cette déclaration d'intention n'est guère suffisante pour répondre aux besoins actuels et futurs pressants du peuple d'Afrique du Sud. La situation sanitaire alarmante pose le problème de l'accès de l'Afrique du Sud aux médicaments, et plus particulièrement aux médicaments génériques. Le problème n'est toujours pas résolu au sein de l'Organisation mondiale du commerce, dont les accords sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce (ADPIC) sont expressément consacrés à l'article 46 de l'accord à approuver. La déclaration de l'Afrique du Sud, figurant dans l'Acte final, par laquelle celle-ci demande instamment à la Communauté de traiter l'Afrique du Sud, en tant que partenaire commercial privilégié, comme un pays prioritaire dans ses relations sanitaires et phytosanitaires, revêt dans ce contexte une importance toute particulière. La coopération dans le domaine de la santé doit être une des toutes premières priorités et l'Union européenne doit œuvrer, également au sein de l'OMC, afin de permettre une lutte efficace contre les grandes maladies, tel le HIV/sida, dans les pays en développement ou à économie émergente envers lesquels elle s'est engagée, par des accords comme celui soumis présentement à l'approbation de la Chambre des députés, à soutenir le développement économique et social durable.

Le Conseil d'Etat renvoie pour le surplus et s'agissant du contenu de l'Accord, aux développements très détaillés de l'exposé des motifs. Il recommande à la Chambre des députés l'adoption du projet de loi, dont le texte, constitué d'un article unique, ne donne pas lieu à observations.

Ainsi délibéré en séance plénière, le 27 janvier 2004.

*Le Secrétaire général,*  
Marc BESCH

*Le Président,*  
Pierre MORES